



Nouvelles brèves

• Article du CRP

La nouvelle édition de la publication du ministère de la Sécurité publique du Québec, Inter-Action, vient de paraître (été 2014). On y retrouve, entre autres, un article de Benoît Robert et Luciano Morabito du CRP concernant les travaux du centre sur le transport des matières dangereuses et les risques pour les infrastructures essentielles. Vous pouvez consulter en ligne la publication [Inter-Action](#).

• Nouveaux stagiaires

Le CRP accueille cet été deux stagiaires : Palmyre Ferdinand de l'École des mines d'Alès (France) et Philippe Courtemanche du Collège Jean-de-Brébeuf. Bienvenue à vous deux!

Bon été à tous!

LES PARTENAIRES DU CRP :

Agence Métropolitaine de Transport, Bell Canada, Centre de services partagés du Québec, Gaz Métro, Hydro-Québec, Industrie Canada, ministère de la Sécurité publique du Québec, Recherche et développement pour la défense Canada, Sécurité publique Canada, Société de Transport de Montréal, Ville de Montréal (CSC, Réseau d'eau), Ville de Québec (BSC).

Ce bulletin est publié par le Centre risque & performance de l'École Polytechnique de Montréal. Si vous désirez que votre nom soit ajouté ou retiré de la liste d'envoi, communiquez avec : Irène Cloutier

La résilience verte

Le Center for Clean Air Policy (CCAP), un groupe de réflexion indépendant basé à Washington D.C, a récemment diffusé un rapport sur la résilience verte. *Green Resilience : Climate Adaptation + Mitigation Synergies* résume les présentations et les discussions qui ont eu lieu en janvier 2014 lors d'une session de travail du colloque *14th National Conference and Global Forum on Science, Policy and the Environment*. Les auteurs du rapport, Shana Udvardy et Steve Winkelman, ont donné le nom de « *green resilience* » à une approche qui vise à intégrer des actions liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et à l'adaptation aux changements climatiques, tant au sein d'une organisation que d'une ville.

Selon les auteurs du rapport, il serait possible de mettre en place des politiques et de telles actions concertées en se basant sur l'hypothèse suivante : les villes qui tentent de mettre en place une synergie entre ces deux secteurs d'activités peuvent accroître le retour sur leurs investissements et attirer de nouvelles sources de financement. Cette approche serait donc bénéfique à la société, à l'économie et à l'environnement.

Le secteur de la construction des édifices et de l'architecture durable est largement discuté dans ce rapport, mais aussi les secteurs de l'énergie, de l'eau et plus largement des villes durables et résilientes. Quelques exemples d'actions concertées sur des réseaux urbains sont donnés. Certains sont déjà connus, comme l'utilisation de réseaux intelligents et décentralisés de distribution d'électricité (Smart-Grid) et de micro-réseaux. Mais d'autres exemples le sont moins. En Californie, notamment, la conception d'un système solaire photovoltaïque qui recouvrirait l'aqueduc de cet État est à l'étude et pourrait permettre de réduire l'évaporation de l'eau et parallèlement fournir de l'énergie pour activer les pompes du réseau. Des études de cas sont également présentées, entre autres dans les villes de Boston et de Washington et dans de plus petites municipalités.

(suite) À la fin du rapport, les auteurs retiennent quatre besoins importants en matière de recherche :

- le besoin d'analyses économiques d'envergure qui considèrent les bénéfices en termes de continuité des affaires, d'économies d'énergie et sur les services écosystémiques;
- la quantification des bénéfices communs liés à l'implantation de projets d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des GES;
- la mesure de la résilience à différentes échelles (au niveau des édifices, des quartiers, des infrastructures et des villes);
- une meilleure compréhension des facteurs permettant le transfert d'un projet pilote local à un projet de résilience régionale.

Irène Cloutier, associée de recherche, CRP

Résumé du rapport Sector Risk Snapshots

Le rapport *Sector Risk Snapshots*, paru en Mai 2014, présente une brève analyse des 16 secteurs d'infrastructures essentielles identifiés par le *Presidential Policy Directive 21*, pour apporter une aide aux partenaires de la sécurité intérieure des Etats-Unis : secteur chimique, manufacturier, aqueducs et égouts, agriculture et industrie alimentaire, communications, installations gouvernementales, services financiers, santé et soins publics, barrages, technologies de l'information, base industrielle de défense, réacteurs nucléaires, matériaux et déchets, énergie, transport, services d'urgence, installations commerciales. Chacun des 16 secteurs est analysé suivant le même schéma : une description de chaque secteur, les menaces et dangers qui peuvent porter atteinte à leur fonctionnement et la présentation de leurs dépendances et interdépendances. Trois menaces et dangers sont communs à la plupart des secteurs : le terrorisme, les catastrophes naturelles et les cyberattaques. Ces menaces sont susceptibles de toucher tous les secteurs identifiés d'autant plus que ceux-ci sont dépendants-interdépendants entre eux : on note une dépendance particulière aux secteurs des technologies de l'information, communications, services financiers, énergie, transport et aqueduc et égouts). Le rapport *Sector Risk Snapshots* est disponible en ligne.

Palmyre Ferdinand, stagiaire au CRP